Conto corrente con la posta

Anno 80° — Numero 220

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

ROMA - Mercoledì, 20 settembre 1939 - ANNO XVII

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	103	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31.50
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA - presso la Libreria dello Stato - Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 luglio 1939-XVII, n. 1335.

Esecutorietà dell'Accordo relativo all'applicazione della riforma agraria ai sudditi italiani nell'antica provincia di Dalmazia, con Protocollo finale, stipulato in Belgrado fra l'Italia e la Jugoslavia il 19 maggio 1939.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo relativo all'applicazione della riforma agraria ai sudditi italiani nella antica provincia di Dalmazia con Protocollo finale, stipulato in Belgrado, fra l'Italia e la Jugoslavia, il 19 maggio 1939.

Art. 2.

La presente legge ha effetto nei modi e nei termini di cui all'art. 7 dell'Accordo anzidetto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — ROSSONI — GUARNERI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

Accordo relativo all'applicazione della riforma agraria ai dipendenti italiani nell'antica provincia di Dalmazia

Sa Majesté le Roi d'Italie et d'Albanie, Empereur d'Ethiopie, et *Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,* dans le but de conclure l'accord prévu par les articles 1 et 3 de l'Accord provisoire sur les expropriations, signé à Nettuno le 20 juillet 1925, pour fixer d'une façon définitive les modalités pour la détermination et le payement des indemnités dues aux termes de l'art. 57 de la Convention pour les Accords généraux, signée à Rome le 23 octobre 1922,

ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie et d'Albanie, Empereur d'Ethiopie:

S. E. M. Mario Indelli, Ministre d'Italie à Belgrade;

Au Nom de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, les Régents Royaux:

S. E. M. Alexandre Cincar-Markovic, Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Le Gouvernement italien est d'accord qu'on prenne pour base, quant à l'expropriation des bien-fonds appartenant aux ressortissants italiens, les indemnités fixés par la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie.

Art. 2.

Il est entendu que, dans l'esprit de la loi susmentionnée du 19 octobre 1930 et conformément à la jurisprudence établie par les Tribunaux yougoslaves compétents, les colons et sub-colons qui sont ressortissants italiens seront traités sur le même pied et jouiront des mêmes droits que les colons yougoslaves.

Art. 3.

Il est entendu que tout colon ayant bâti à ses frais sur un terrain appartenent à un ressortissant italien une maison ou un autre édifice quelconque, acquiert la propriété dudit terrain et que le propriétaire recevra une indemnité pour le terrain en question, qui sera calculée sur la base de celle payée pour le terrain environnant la maison ou, le cas échéant, pour le terrain le plus proche.

Art. 4.

Le Gouvernement yougoslave se déclare disposé à prendre les mesures nécessaires afin que la loi du 19 octobre 1930 soit appliquée aux ressortissants italiens dans un esprit de bienveillance et d'équité, spécialement en ce qui concerne le règlement des questions particulières de chaque propriétaire.

Le Gouvernement yougoslave s'engage en outre à prendre les mesures nécessaires afin que l'application de la réforme agraire pour tous les ressortissants italiens soit définitivement terminée jusqu'au 31 décembre 1940.

Les intérêts des obligations constituant l'indemnité totale devront courir toutefois à partir du 1er janvier 1939; cette disposition sera applicable même si, dans quelque cas particulier, le terme susdit aurait été dépassé.

A partir du 1er janvier 1939 cesse toute obligation pour les propriétaires, ressortissants italiens, de payer les impôts fonciers et additionnels se référant aux terrains expropriés au profit des colons, en vertu des jugements définitifs, au cours de l'année 1939 ou successivement.

Art. 5.

Il est entendu que les ressortissants italiens intéressés à la réforme agraire ainsi que leurs héritiers, domiciliés en Italie, auront la faculté d'exporter de Yougoslavie soit les titres en nature qu'ils recevront ou qu'ils ont déjà reçus à titre de toute indemnité prévue par la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie, soit l'équivalent en dinars de ces titres. Dans ce dernier cas ils effectueront l'exportation en question par voie de « clearing » (compte nouveau).

Les modalités d'exportation sont établies à l'Annexe *A*.

Art. 6.

Les dispositions des articles 3 et 5 sont applicables aussi aux propriétaires de nationalité italienne qui, à la date de la signature du présent Accord, auront déjà réglé leurs

questions agraires par suite de la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie.

Art. 7.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 19 mai 1939.

(*L. S.*) M. INDELLI (*L. S.*) A. CINCAR MARKOVIC

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

ANNEXE A

Les ressortissants italiens intéressés, ou bien leurs héritiers, les uns et les autres domiciliés en Italie, qui auraient l'intention d'exporter de Yougoslavie les indemnités qui leur auront été liquidées par suite de l'application de la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie, devront adresser une demande à ce sujet au Ministère des Finances à Belgrade.

La demande pourra être présentée aussi par un fondé de pouvoir de l'intéressé.

La demande devra être accompagnée des copies authentiques des jugements d'expropriation y relatifs ou bien d'un extrait des jugements en question, contenant les données sommaires des indemnités liquidées.

Les copies des jugements ou bien les extraits de ces jugements, qui devront être délivrés par les Tribunaux Agraires de première instance, seront exempts de tout droit de timbre, taxes et de toute autre imposition.

Le Ministère des Finances délivrera des autorisations d'exporter les titres ou bien de verser leur contrevaleur au compte « clearing » (compte nouveau) auprès de la Banque autorisée la plus proche à la résidence en Yougoslavie du fondé de pouvoir du propriétaire.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'Accord relatif à l'application de la Réforme agraire aux ressortissants italiens dans l'ancienne province de Dalmatie, conclu à la date de ce jour entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Yougoslavie, les Hautes Parties contractantes ont fait les déclarations suivantes qui ont été consignées dans le présent Protocole:

Art. 1.

Dans le but de régler la liquidation des impôts d'Etat et des impôts additionnels des circonscriptions autonomes, que les ressortissants italiens doivent payer sur toutes les propriétés qui ont été l'objet de la réforme agraire prévue par la loi 19 octobre 1930, soit qu'elles aient été frappées d'expropriation, soit que les rapports juridiques entre le colon et le propriétaire aient été modifiés en vertu de ladite loi, le Gouvernement yougoslave a décidé:

a) De décharger les propriétaires, ressortissants italiens, des impôts d'Etat et des impôts additionnels des circonscriptions autonomes sur la propriété, qui sont imposés aux colons dans la proportion de leur participation aux revenus à partir du 1er janvier 1919 jusqu'au 31 décembre 1938.

Ce règlement sera effectué sur la base des documents qui seront soumis par les propriétaires ressortissants italiens, y compris les déclarations des propriétaires qui auraient été produites avant la date de la publication du présent Accord.

Au cas où le propriétaire intéressé serait dans l'impossibilité de produire les documents et les déclarations mentionnées à l'alinea précédent, il est entendu que le partage pourra être effectué de la part de l'Administration Fiscale compétente avec le concours du propriétaire respectif, en prenant pour base la moyenne des quote-partes dominicales revenant au propriétaire.

b) De permettre aux propriétaires, qui le demanderaient, de payer les impôts d'Etat et les impôts additionnels des circoscriptions autonomes sur la propriété tombant à leur charge d'après la discrimination ci-haut mentionnés, en plusieurs tranches sans interêts et que les plus-values éventuelles, qui en résulteraient au profit des propriétaires, leur soient restituées.

c) De libérer les propriétaires, ressortissants italiens, du payement des interêts dûs par suite de retard dans le payement des impôts d'Etat et des impôts additionnels des circonscriptions autonomes sur les propriétés dont il est question dans l'alinéa précédent.

d) Il est entendu que les mesures prévues doivent s'appliquer à tous les propriétaires, ressortissants italiens, ayant leur propriété en Dalmatie, y compris ceux qui, dans l'entre-temps, ont adhéré à l'application de la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie, ou qui ont déjà réglé leurs rapports agraires.

e) Il est convenu que, dans l'attente du règlement des impôts d'Etat et des impôts additionnels de circonscription autonomes sur les propriétés ci-haut mentionnées, le montant de ces impôts ne sera pas déduit des indemnités à payer aux propriétaires, ressortissants italiens, par l'application de la loi du 19 octobre 1930, qui sont composées d'obligations, de coupons et de reliquâts numéraires, pour autant qu'il existerait des garanties réelles pour le payement de ces impôts et additionnels dûs.

Au cas contraire l'Administration Fiscale compétente pourra retenir comme gage, jusqu'à la fin du règlement, une partie des obligations correspondant à la quote-part des impôts d'Etat et des impôts additionnels due par le propriétaire en conformité de l'alinéa *b*) du présent article.

Art. 2.

Le Gouvernement yougoslave a examiné avec la plus grande attention la demande visant à faire établir et liquider aux propriétaires italiens la valeur totale de la moitié des terrains expropriés compris dans les zones délimitées par l'ordonnance du 18 juin 1931 du Ministère Royal de l'Agriculture, au cas où l'expropriation desdits terrains ne pourrait être évitée dans l'interêt supérieur de l'industrie et du développement urbain.

Le Gouvernement yougoslave s'est rendu compte qu'il n'était pas possible d'apporter à la loi du 19 octobre 1930 les modifications nécessaires pour exempter lesdits terrains de la

procédure d'expropriation. De même il n'a pas été jugé opportun de procéder à une estimation judiciaire régulière de la valeur de la moitié expropriée des terrains en question.

Néanmoins, le Gouvernement yougoslave, désirant satisfaire à la demande du Gouvernement italien, déclare être disposé à verser au Gouvernement italien par voie de « clearing » (compte nouveau), dans le délai d'un mois à partir de la date de la ratification du présent accord, la somme forfaitaire de trois millions de dinars dans le but de satisfaire pleinement toute prétention concernant les indemnités visées par le présent article. La répartition de cette somme aux intéressés sera effectuée par le Gouvernement italien.

Art. 3.

Le Gouvernement yougoslave désirant satisfaire de la meilleure manière aux demandes du Gouvernement italien concernant le règlement de la question des dominicales qui n'ont pas été payées par les colons respectifs aux propriétaires ressortissants italiens, prendra les mesures nécessaires afin qu'on procède dans un esprit d'équité et de bienveillance et d'après les dispositions de la loi du 19 octobre 1930 à la liquidation des dominicales antérieures à l'entrée en vigueur de cette loi.

Art. 4.

Le Gouvernement yougoslave est aussi disposé à verser par voie de clearing dans le délai d'un mois à partir de la date de la ratification du présent accord au Gouvernement italien la somme forfaitaire de trois millions de dinars, dans le but de satisfaire pleinement toute prétention concernant les dominicales postérieures à l'entrée en vigueur de la loi du 19 octobre 1930, frappées de la prescription de trois ans. La répartition de la somme susdite aux intéressés sera effectuée par le Gouvernement italien.

Art. 5.

Les dispositions de l'art. 92 de la loi financière yougoslave 1939-40, concernant l'ouverture des nouveaux délais pour les déclarations des colons, ainsi que les dispositions de la même loi par lesquelles est modifiée da loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie ne s'appliqueront pas aux ressortissants italiens.

Art. 6.

Par l'Accord conclu à la date de ce jour et par le présent Protocole, l'application aux ressortissants italiens de la loi du 19 octobre 1930, concernant la liquidation des rapports agraires dans l'ancienne province de Dalmatie, est considérée comme étant définitivement réglée.

Art. 7.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes sans autres ratifications spéciales par le seul fait de l'échange des ratifications de l'Accord auquel il se rapporte, a été dressé, en double exemplaire, à Belgrade, le 19 mai 1939.

M. INDELLI — A. CINCAR MARKOVIC

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

LEGGE 26 luglio 1939-XVII, n. 1336.
Norme sul condominio dei teatri e sui rapporti tra proprietari dei teatri ed i titolari del diritto di palco.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

CAPO I

Disposizioni generali.

Art. 1.

I rapporti tra i proprietari di edifici o parte di edifici adibiti a teatro e i titolari del diritto di palco nei teatri medesimi sono regolati dalle disposizioni della presente legge.

Art. 2.

Il diritto di palco consiste nella facoltà di godere e di disporre del palco medesimo, in modo esclusivo, facendone uso conforme allo scopo al quale il teatro è destinato.

L'estensione e le modalità dell'uso sono determinate dal titolo e, in mancanza del titolo dalle consuetudini teatrali.

Il diritto di palco non comprende, salvo titolo contrario, alcuna quota di comproprietà sulla sala, sul palcoscenico e sulle parti dell'edificio indicate negli articoli 3 e 4 della legge 10 gennaio 1935-XIII, n. 8.

Art. 3.

Il titolare del diritto di palco non ha alcuna ingerenza nella manutenzione del teatro e nell'amministrazione dell'azienda teatrale.

Spetta unicamente al proprietario o gestore del teatro di predisporre e organizzare i pubblici spettacoli; il titolare del diritto di palco non può richiederne, nè darne, a proprie spese, salvo patto contrario.

Art. 4.

Le spese necessarie per la conservazione dei palchi sono sostenute dai rispettivi titolari e qualora questi non vi provvedono possono essere sostenute dal proprietario del teatro salvo a questo il diritto di rivalsa.

Il titolare del diritto di palco può liberarsi dall'obbligo di sostenere le spese su accennate con l'abbandono del suo diritto.

Rientrano fra le spese di cui sopra i contributi per l'assicurazione dell'edificio destinato a teatro contro i rischi cui può essere esposto a causa d'incendio, salve le convenzioni particolari riferibili ai singoli palchi.

I titolari del diritto di palco non possono apportare nel palco stesso modificazioni che siano in contrasto con le esigenze architettoniche ed estetiche del teatro e devono richiedere in ogni caso il preventivo consenso del proprietario del teatro.

Art. 5.

Il proprietario dell'edificio destinato a teatro non può eseguire innovazioni dirette all'uso più comodo e redditizio del teatro senza l'autorizzazione del Ministro per la cultura popolare ed, ove occorra, l'approvazione del Prefetto ai sensi

dell'art. 158 del regolamento di pubblica sicurezza approvato con il R. decreto 21 gennaio 1929-VII, n. 62.

Qualora il teatro appartenga a più proprietari la facoltà di innovazione spetta alla maggioranza dei partecipanti calcolata secondo il valore delle loro quote e contro le deliberazioni della maggioranza è dato ricorso al Ministro per la cultura popolare, la cui decisione è definitiva.

In ogni caso i titolari del diritto di palco sono tenuti a concorrere alla spesa occorrente per le innovazioni secondo le norme degli articoli seguenti.

Art. 6.

Sono a carico dei rispettivi titolari le spese incontrate per uniformare i palchi e i relativi arredamenti alle nuove condizioni estetiche del teatro. L'ammontare complessivo della spesa col progetto di ripartizione tra i diversi obbligati dev'essere comunicato agli interessati con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, prima dell'inizio dei lavori.

Entro trenta giorni da tale comunicazione gli intimati qualora non sia raggiunto l'accordo in via amministrativa davanti al Ministero della cultura popolare, sia per l'ammontare della spesa nel suo complesso, sia per la quota a loro carico, potranno adire l'autorità giudiziaria.

Nel caso di più opposizioni, queste sono riunite e decise con unica sentenza.

Nè l'azione giudiziaria, nè il ricorso in via amministrativa sospendono l'esecuzione dei lavori.

Art. 7.

I titoli del diritto di palco che non intendono concorrere nelle spese di cui all'articolo precedente sono tenuti a cedere il loro diritto al proprietario del teatro che ne faccia richiesta, dietro corrispettivo che sarà determinato coi criteri fissati nei successivi articoli 16 e 17.

Art. 8.

Le spese di cui all'articolo 6 sono ripartite, in mancanza di apposite convenzioni, fra i titolari del diritto di palco assegnando a ciascuno una quota proporzionale al valore del suo diritto.

Tale valore si determina in base al reddito accertato ai fini dell'imposta sui fabbricati.

In mancanza di accertamento dell'imponibile, il valore è stabilito mediante perizia da ordinarsi dal presidente del Tribunale, previa citazione di tutti gli interessati, tenendo conto dell'ampiezza e dell'ubicazione dei singoli palchi, dei relativi accessori e di ogni altro elemento di stima.

I contributi di cui al secondo comma dell'articolo 4 devono essere proporzionati al valore di ciascun palco in relazione al valore dell'edificio che forma oggetto dell'assicurazione.

Art. 9.

I titolari del diritto di palco possono concederne l'uso dietro corrispettivo per singoli spettacoli o per turni di spettacoli soltanto pel tramite del gestore del teatro, il quale sarà tenuto ad esigere il prezzo fissato per l'uso dei palchi destinati al pubblico.

In caso d'inosservanza di questa norma il gestore può esigere una somma pari a tre volte il prezzo suddetto.

Art. 10.

L'accesso ai palchi di proprietà privata importa sempre, per ciascuna persona che assiste allo spettacolo, il pagamento del biglietto d'ingresso nella stessa misura fissata per l'ingresso ai palchi destinati al pubblico.

Il titolare del diritto di palco è inoltre tenuto a rimborsare al proprietario o al gestore del teatro le somme da questi pagate, in corrispettivo della cessione dei diritti di autore, per l'occupazione del palco medesimo.

Restano privi di effetto i patti contrari alle disposizioni dei due commi precedenti, stipulati prima dell'entrata in vigore della presente legge.

Art. 11.

Il proprietario o gestore del teatro, per ottenere il rimborso delle somme da lui anticipate, relative ai diritti erariali o ai diritti demaniali sulle opere di pubblico dominio spettanti ai palchettisti a norma degli articoli 13 del R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 3276, e 8 del R. decreto 15 luglio 1926-IV, n. 1369, può valersi del procedimento d'ingiunzione.

Il decreto d'ingiunzione è immediatamente esecutivo nonostante opposizione.

CAPO II

Norme concernenti l'espropriazione dei teatri in regime di condominio e l'espropriazione dei palchi.

Art. 12.

Chi abbia la comproprietà del teatro per una parte costituente almeno la metà del suo valore, previa autorizzazione del Ministro per la cultura popolare, che ha valore di dichiarazione di pubblica utilità, può chiedere l'espropriazione della parte spettante agli altri condomini.

L'espropriazione di cui sopra può essere chiesta da uno o più condomini che rappresentino almeno un terzo del valore del teatro quando, per esigenze di pubblico interesse, sia riconosciuta l'utilità di eseguire notevoli lavori di ricostruzione, di trasformazione o di ampliamento del teatro e gli altri condomini si rifiutino di concorrere nella spesa relativa.

Il Ministro per la cultura popolare, in ogni caso, prima di concedere l'autorizzazione deve sentire gli altri condomini interessati.

Nel caso previsto dal secondo comma, qualora il Ministro per la cultura popolare riconosca che i lavori siano urgenti ed indifferibili, di concerto col Ministro per i lavori pubblici, può disporre l'occupazione dell'immobile espropriando, prefiggendo un termine per l'esecuzione dei lavori.

Art. 13.

L'espropriazione è disposta dal prefetto della Provincia. Essa impone l'obbligo da parte degli esproprianti e dei loro successori a titolo universale o particolare di mantenere la destinazione dell'immobile a teatro per almeno cinquanta anni. Il Ministro per la cultura popolare può disporre che le opere fatte in contravvenzione a questo divieto siano distrutte e che sia rimesso l'immobile nel pristino stato, facendo eseguire gli ordini relativi a spese del contravventore.

Art. 14.

Per la procedura di espropriazione e per la liquidazione delle indennità spettanti ai condomini espropriati si osservano le norme della legge 25 giugno 1865, n. 2359; possono tuttavia essere abbreviati i termini, con decreto del Prefetto da pubblicarsi nei modi di legge.

Qualora nel teatro esistano diritti di palco che siano compresi nell'espropriazione, l'indennità relativa sarà liquidata coi criteri di cui ai successivi articoli 16 e 17.

Art. 15.

Fuori dei casi previsti dagli articoli precedenti, il proprietario di un teatro, o chi ne abbia la comproprietà per una parte costituente almeno un terzo del suo valore, previa autorizzazione del Ministro per la cultura popolare, può chiedere l'espropriazione per causa di pubblica utilità dei palchi, coi relativi accessori, formanti oggetto di proprietà separata.

Il Ministro, prima di concedere l'autorizzazione, deve sentire gli altri condomini interessati.

L'espropriazione è disposta dal prefetto della Provincia; essa importa il divieto da parte degli esproprianti e dei loro successori a titolo universale o particolare di alienare separatamente i palchi espropriati. Ogni pattuizione contraria a questo divieto è nulla.

Art. 16.

L'indennità dovuta ai proprietari dei palchi espropriati consiste nella somma corrispondente al reddito annuo netto di ciascun palco capitalizzato in ragione del cento per otto.

Il reddito netto si determina prendendo a base la media dei fitti percepiti o che avrebbero potuto percepirsi da una locazione continuativa, nell'ultimo quinquennio, avuto riguardo al normale esercizio del teatro, detraendosi l'importo complessivo dei tributi e delle spese di qualsiasi natura nella misura fissa del trenta per cento.

Qualora nell'ultimo quinquennio il teatro non sia stato aperto al pubblico la determinazione del reddito sarà fatta mediante perizia, possibilmente tenendo conto della situazione analoga di altri teatri ed apportandovi sempre la riduzione del trenta per cento.

Art. 17.

Quando al diritto di palco sia connessa la comproprietà di locali comuni ad altri proprietari di palchi, ovvero di talune parti dell'edificio indicate nel terzo comma dell'articolo 2, l'espropriazione del palco si estende di diritto alla quota di partecipazione sulle anzidette cose comuni.

In tal caso è dovuto all'espropriato un supplemento d'indennità in relazione al valore della sua quota di comproprietà.

Tale quota, ove il titolo non disponga altrimenti, si presume eguale a quella degli altri condomini, se trattasi di locali che formano oggetto di comunione fra i proprietari di palchi; se invece la comunione riguardi talune parti dell'edificio indicate nell'articolo 2 la quota espropriata, salvo titolo contrario, si considera proporzionata al valore del palco in relazione al valore dell'edificio destinato a teatro.

Art. 18.

I comproprietari di un edificio destinato a teatro, a favore dei quali sia avvenuta la espropriazione delle altre quote di condominio, ovvero dei palchi, acquistano sui beni espropriati diritti proporzionali alla loro quota di comproprietà dell'edificio.

Art. 19.

Per l'esecuzione degli espropri previsti dall'art. 15 si osserva la procedura speciale disciplinata negli articoli seguenti.

Art. 20.

La domanda di espropriazione dev'essere corredata dalla autorizzazione ministeriale prescritta nell'art. 15, dall'elenco dei palchi e degli altri eventuali diritti da espropriare e del prezzo offerto per la espropriazione.

Qualora l'espropriazione sia promossa da una parte dei comproprietari del teatro, la domanda dev'essere notificata agli altri partecipanti al condominio, i quali hanno facoltà di assistere alla procedura di esproprio e conservano il diritto di associarsi alla richiesta di espropriazione fino alla scadenza del termine fissato per il deposito dell'indennità.

Il Prefetto, esaminata la regolarità della domanda, dispone che, in contradittorio fra l'espropriante e gli espropriandi, sia formato lo stato di consistenza dei palchi, dei locali annessi e degli altri diritti che formano oggetto della domanda di espropriazione.

In base alla risultanza dello stato di consistenza, alle deduzioni delle parti od ai criteri di valutazione fissati negli articoli 16 e 17, sentito ove occorra un tecnico scelto negli albi professionali, il Prefetto determina la somma da corrispondersi quale indennità di espropriazione unica ed inscindibile per ogni palco e per le altre cose che vi siano connesse, a tacitazione anche dei diritti reali che possono sussistere sul palco medesimo e sugli accessori e ne ordina il deposito presso la Cassa depositi e prestiti, fissando il termine per l'adempimento.

Art. 21.

Eseguito il deposito, gli esproprianti richiedono al Prefetto il decreto di trasferimento di proprietà e d'immissione in possesso dei palchi e delle altre cose che vi siano connesse, descritti nello stato di consistenza di cui all'articolo precedente.

Il decreto di cui sopra è trascritto, a cura dell'espropriante, nell'ufficio delle ipoteche ed è successivamente notificato agl'interessati.

La notificazione del decreto tiene luogo di presa di possesso dei beni espropriandi.

Art. 22.

Nei trenta giorni successivi alla notificazione suddetta gl'interessati possono proporre avanti l'Autorità giudiziaria le loro opposizioni in relazione alla misura dell'indennità.

Trascorsi trenta giorni dalla notifica senza che sia stata proposta opposizione, l'indennità determinata in base agli articoli precedenti diviene effettiva e non può essere modificata.

Art. 23.

Le disposizioni degli articoli 16 e 17 della presente legge sono applicabili anche alle espropriazioni promosse da Comuni o da altri Enti di diritto pubblico in virtù della legge 17 giugno 1937-XV, n. 1221.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Sant'Anna di Valdieri, addì 26 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — ALFIERI — GRANDI — COBOLLI-GIGLI — LANTINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

REGIO DECRETO-LEGGE 3 settembre 1939-XVII, n. 1337.

Norme penali contro l'accaparramento e la sottrazione di merci e derrate.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto-legge 16 giugno 1938-XVI, n. 1387, contenente norme per la disciplina dei prezzi delle merci;
Visto l'art. 18 della legge 19 gennaio 1939-XVII, n. 129, sulla costituzione della Camera dei Fasci e delle Corporazioni;
Ritenuto lo stato di necessità per causa di guerra;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le corporazioni, di concerto con i Ministri per l'interno, per la grazia e giustizia, per le finanze e per l'agricoltura e le foreste;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Salvo che il fatto costituisca reato più grave, chiunque accaparra, incetta o comunque sottrae al consumo normale materie prime, generi alimentari di prima necessità o altra merce di uso comune è punito con la reclusione fino a due anni e con la multa fino a lire cinquemila.

Se il fatto è commesso nell'esercizio del commercio od industria, la reclusione è da uno a cinque anni e la multa da lire tremila a ventimila. Nei casi di particolare gravità, la pena può essere aumentata fino alla metà, ferma rimanendo, per la multa, la disposizione dell'art. 24, comma terzo, del Codice penale.

Art. 2.

Il produttore, che occulta le proprie derrate o merci in quantità tali da poter determinare aumenti di prezzo ovvero da turbare gravemente il mercato, è punito ai sensi del comma secondo dell'articolo precedente.

Art. 3.

E' abrogato l'art. 6 della legge 30 settembre 1920, n. 1349.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e sarà presentato alle assemblee legislative per la conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 settembre 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — LANTINI — GRANDI — DI REVEL — ROSSONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 settembre 1939-XVII
Atti del Governo, registro 413, foglio 51. — MANCINI

RELAZIONE e REGIO DECRETO 18 agosto 1939-XVII, n. 1338.

Prelevamento dal Fondo di riserva per le spese impreviste delle Ferrovie dello Stato per l'esercizio finanziario 1939-40.

Relazione delle LL. EE. i Ministri Segretari di Stato per le comunicazioni e per le finanze a Sua Maestà il RE IMPERATORE, in udienza del 18 agosto 1939-XVII, sul decreto che autorizza un prelevamento dal Fondo di riserva per le spese impreviste delle Ferrovie dello Stato per l'esercizio finanziario 1939-40.

SIRE!

Col R. decreto-legge 20 febbraio 1939-XVII, n. 318, l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato venne autorizzata a promuovere la costituzione di una Società anonima per azioni avente per oggetto la ricerca e la coltivazione dei giacimenti minerari di vapori e gas comunque suscettivi di essere utilizzati per produzione di energia elettrica e tale Società venne di fatto costituita in data 24 maggio u.s. sotto la denominazione di « Larderello » « Società anonima per lo sfruttamento delle forze endogene » col capitale iniziale di L. 54 milioni al quale l'Amministrazione ferroviaria partecipa con una quota di lire 47.600.000 di cui 20.000.000 rappresentati dal conferimento alla Società dell'esercizio del diritto esclusivo di ricerca e coltivazione dei giacimenti riservato alla predetta Amministrazione col citato Regio decreto-legge e le residuali lire 27.600.000 da versarsi in contanti con la sottoscrizione di azioni per un valore nominale corrispondente.

Per poter provvedere al pagamento delle L. 27.600.000 (ventisette milioni seicentomila) per il quale non era possibile prevedere l'occorrente stanziamento allorchè vennero concretate le proposte per il bilancio di previsione per il corrente esercizio finanziario 1939-1940, si rende indispensabile istituire al titolo I della spesa di « Parte ordinaria » Sezione III « Spese accessorie » apposito capitolo « Capitolo 66-*bis* - Quota di partecipazione al capitale azionario della Società anonima « Larderello » con lo stanziamento di L. 27.600.000, e data l'urgenza di eseguire il relativo versamento, si trova necessario provvedervi a mezzo di un corrispondente prelievo dal « Fondo di riserva per le spese impreviste » dell'Amministrazione ferroviaria, il quale consente tale prelievo, dato che in base all'ultimo consuntivo approvato 1937-1938, esso presenta una disponibilità di L. 70.906.771,70 che si eleva di 40 milioni se si tiene conto delle assegnazioni in favore del Fondo stesso inscritte negli stati di previsione per gli esercizi 1938-1939 e 1939-1940.

Ci onoriamo, quindi, di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà l'unito decreto.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la legge 23 giugno 1939-XVII, n. 878, con cui furono approvati gli stati di previsione dell'entrata e della spesa delle Ferrovie dello Stato per l'esercizio finanziario 1939-40;
Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 31 dicembre 1925, n. 2439;
Visto l'art. 6 del R. decreto-legge 26 maggio 1932, n. 563;
Considerato che il Fondo di riserva per le spese impreviste delle Ferrovie dello Stato, presenta, in base all'ultimo consuntivo approvato 1937-38, una disponibilità di lire 70.906.771,75 che si eleva di 40 milioni se si tiene conto delle assegnazioni a favore del Fondo stesso inscritte negli stati di previsione per gli esercizi 1938-39 e 1939-40;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Dal « Fondo di riserva per le spese impreviste delle Ferrovie dello Stato », depositato in conto corrente presso la Tesoreria centrale del Regno, è autorizzata, per l'esercizio 1939-40, la prelevazione di L. 27.600.000 (ventisette milioni seicentomila) da versarsi all'Amministrazione delle ferrovie dello Stato con imputazione al capitolo 22 « Prelevamenti dal Fondo di riserva per le spese impreviste destinati alla parte ordinaria » dello stato di previsione dell'entrata dell'Ammi-

nistrazione medesima per l'esercizio predetto, somma da portarsi come stanziamento del « Capitolo 66-*bis* - Quota di partecipazione al capitale azionario della Società anonima « Larderello » (art. 3 R. decreto-legge 20 febbraio 1939, n. 318) » che viene istituito, alla parte ordinaria dello stato di previsione della spesa per l'esercizio 1939-40.

Il presente decreto sarà comunicato alle Assemblee legislative unitamente al rendiconto delle Ferrovie dello Stato per l'esercizio 1939-40.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 18 agosto 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

BENNI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 settembre 1939-XVII
Atti del Governo, registro 413, foglio 55. — MANCINI

REGIO DECRETO 13 luglio 1939-XVII, n. 1339.

Proroga del R. decreto 6 maggio 1937-XV, n. 1092, relativo ad agevolazioni in materia di tasse sugli affari nell'Africa Orientale Italiana ed in Libia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto-legge 3 dicembre 1934-XIII, n. 2012, sull'ordinamento organico per l'amministrazione della Libia e successive modificazioni, convertito nella legge 11 aprile 1935-XIII, n. 675;

Visto il R. decreto-legge 1° giugno 1936-XIV, n. 1019, sull'ordinamento e l'amministrazione dell'Africa Orientale Italiana, e successive modificazioni, convertito nella legge 11 gennaio 1937-XV, n. 285;

Visto il R. decreto 6 maggio 1937-XV, n. 1092, recante agevolazioni in materia di tasse sugli affari in Libia e nell'Africa Orientale Italiana;

Udito il parere del Consiglio superiore coloniale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro Segretario di Stato per l'Africa Italiana, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Le disposizioni del R. decreto 6 maggio 1937-XV, n. 1092, recante agevolazioni in materia di tasse sugli affari in Libia e nell'Africa Orientale Italiana, avranno vigore fino al 31 dicembre 1940-XIX.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 13 luglio 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 settembre 1939-XVII
Atti del Governo, registro 413, foglio 66. — MANCINI

REGIO DECRETO 11 agosto 1939-XVII, n. 1340.

Cumulo delle licenze al personale civile e militare trattenuto in servizio nell'Africa Orientale Italiana.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto 31 ottobre 1923-II, n. 2504, sul trattamento del personale civile in Colonia;

Visto il R. decreto 31 ottobre 1923-II, n. 2505, sul trattamento degli ufficiali del Regio esercito che prestano in colonia servizio di carattere militare, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 26 settembre 1935-XIII, n. 1889, che reca varianti alle norme sui congedi ordinari al personale in servizio civile nelle colonie dell'Africa Orientale Italiana;

Visto il R. decreto 26 settembre 1935-XIII, n. 1933, che reca varianti alle norme sui congedi ordinari al personale del Regio Corpo truppe coloniali dell'Eritrea;

Visto il R. decreto-legge 1° giugno 1936-XIV, n. 1019, sull'ordinamento e l'amministrazione dell'Africa Orientale Italiana, convertito nella legge 11 gennaio 1937-XV, n. 285;

Visto il R. decreto 7 febbraio 1938-XVI, n. 281, sul trattamento economico e di licenza al personale civile e militare in servizio nell'Africa Orientale Italiana;

Udito il parere del Consiglio superiore coloniale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro Segretario di Stato per l'Africa Italiana, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al personale civile e militare in servizio nell'Africa Orientale Italiana che, per ragioni attinenti alle condizioni politiche e di sicurezza del territorio nel periodo dal 1° luglio 1937-XV, al 31 dicembre 1939-XVIII, non possa usufruire del congedo ordinario alla fine del biennio di servizio coloniale, il congedo stesso può essere concesso nel biennio successivo senza pregiudizio del titolo alla concessione per il nuovo biennio cominciato.

Al suddetto personale è consentito di cumulare i congedi o le frazioni di congedo maturate e non godute in un quadriennio, solo nel caso in cui esso non sia stato inviato in congedo oppure sia stato richiamato da quello che fruiva per accertate ragioni di servizio connesse con operazioni di guerra o di grande polizia coloniale.

Art. 2.

Ferme le condizioni prescritte nel precedente articolo, il cumulo dei congedi è consentito anche al personale che, nel periodo 1° giugno 1936-XIV-30 giugno 1937-XV, ha prestato servizio civile o militare nei territori dell'Africa Orientale Italiana non contemplati dalle norme in vigore prima dell'emanazione del presente decreto.

In applicazione delle norme indicate nell'ultimo comma dell'art. 1 del R. decreto 26 settembre 1935-XIII, n. 1933, per il personale militare la licenza s'intende concessa, per tutta o parte della sua durata, ai soli effetti amministrativi ove esso, prima della scadenza di detta licenza, debba rientrare nei quadri metropolitani per particolari esigenze o debba cessare dal servizio per congedamento o altro motivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 11 agosto 1939-XVII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1939-XVII
Atti del Governo, registro 413, *foglio* 65. — MANCINI

DECRETO MINISTERIALE 26 agosto 1939-XVII.
Ammasso obbligatorio del granturco.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE
CON
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
E CON
IL MINISTRO PER GLI SCAMBI E LE VALUTE

Veduto il R. decreto-legge 16 giugno 1938, n. 1193, relativo al completamento della disciplina dei prodotti atti alla panificazione e pastificazione;

Decreta:

Art. 1.

Tutto il granturco di produzione nazionale, quello prodotto nella Libia e nell'Africa Orientale Italiana ed introdotto nel Regno, nonchè quello eventualmente introdotto dall'estero anche in temporanea importazione, deve essere conferito agli ammassi per la vendita collettiva in virtù del presente decreto.

L'obbligo di conferire il granturco agli ammassi spetta al produttore o a chiunque abbia titolo per disporre del granturco.

E' data peraltro facoltà di non conferire all'ammasso le quantità destinate al fabbisogno diretto del produttore, ivi comprese le quantità occorrenti per il personale dipendente, per l'alimentazione del bestiame e per la semina. Tali quantità saranno determinate dalla Sezione cereali dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura di ogni provincia sulla base delle richieste dei produttori.

Art. 2.

Per il granturco introdotto dall'estero sia in definitiva che in temporanea importazione sarà tenuta separata gestione.

Per il granturco introdotto in definitiva importazione la differenza tra il prezzo di conferimento all'ammasso e il prezzo di acquisto all'estero maggiorato delle spese relative è devoluto al bilancio dello Stato.

Spetta al Ministero delle finanze determinare le spese da ammettersi a maggiorazione del prezzo di acquisto ai sensi del precedente comma.

Per il fabbisogno di granturco connesso con attività esportatrici le Sezioni cereali, nei limiti dei quantitativi importati dall'estero nel corso di ciascuna campagna, cederanno il granturco alle speciali condizioni che saranno stabilite di accordo tra i Ministeri delle finanze, dell'agricoltura e delle foreste, delle corporazioni e degli scambi e valute.

Art. 3.

I molini che macinano granturco sono obbligati a tenere a disposizione della Federazione italiana dei Consorzi agrari i sottoprodotti della macinazione del granturco con divieto di cederli ad altri che alla Federazione predetta.

La Federazione, per tramite dei Consorzi agrari, ritirerà dai molini la crusca di granturco al prezzo e alle condizioni da stabilirsi dal Ministero delle corporazioni di concerto con quello dell'agricoltura e delle foreste.

Art. 4.

A sensi dell'art. 4 del R. decreto 2 febbraio 1939, n. 175, che detta norme per l'applicazione della legge 16 giugno 1938, n. 1008, relativa alla unificazione degli enti economici provinciali nel campo dell'agricoltura, le Sezioni cereali dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura provvedono alla gestione dell'ammasso del granturco.

A sensi dell'art. 2 del Regio decreto predetto le Sezioni cereali potranno valersi dei Consorzi agrari provinciali e di altri enti e magazzini esistenti per le operazioni di esercizio, relative alla conservazione, lavorazione e vendita del granturco ammassato.

Art. 5.

Il granturco conferito agli ammassi in virtù dell'art. 1 del presente decreto deve essere consegnato al magazzino di ammasso designato dalla Sezione competente.

La Sezione può consentire che il granturco sia custodito temporaneamente o definitivamente a cura del detentore.

In tal caso il detentore risponde, a titolo di depositario, del granturco custodito e riceverà all'atto del conferimento una anticipazione non inferiore all'80 % del prezzo base del prodotto. Il saldo sarà corrisposto all'atto della consegna effettiva del prodotto.

I conferenti autorizzati a conservare il granturco nei propri magazzini riceveranno per ogni quintale un equo compenso a titolo di magazzinaggio e spese da determinarsi dal Settore cereali della Federazione nazionale dei Consorzi provinciali tra i produttori dell'agricoltura previa approvazione da parte del Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Le quantità eventualmente non conferite all'ammasso quale fabbisogno diretto del produttore, e che successivamente risultassero esuberanti rispetto ai bisogni previsti, debbono essere conferite all'ammasso.

Art. 6.

Al momento del conferimento del granturco la Sezione rilascerà all'ammassante, con l'intervento dell'Ente eventualmente incaricato delle operazioni di raccolta e immagazzinamento, un bollettino di consegna contenente la indicazione delle quantità, qualità e caratteristiche del granturco conferito.

La Sezione e l'Ente di cui sopra rispondono delle quantità di granturco ricevuto in consegna, della loro buona conservazione, della loro preservazione dai danni dell'incendio, mediante apposita assicurazione.

Art. 7.

Il prezzo base da corrispondersi al conferente per il granturco conferito all'ammasso sarà stabilito annualmente dalla Corporazione dei cereali.

Detto prezzo è riferito al granturco posto alla rinfusa, al magazzino dell'ammasso per merce nuda, in granella, di qualità comune, sana, leale, mercantile, stagionata, con umidità del 16 %.

I Ministeri dell'agricoltura e delle foreste, e delle corporazioni fisseranno le maggiorazioni o minorazioni da applicare per il grado di umidità eventualmente inferiore o superiore al 16 % predetto, nonchè le maggiorazioni che saranno riconosciute per le qualità pregiate.

Art. 8.

Gli eventuali diritti creditori dei terzi sul granturco conferito all'ammasso possono farsi valere soltanto sul prezzo. A tale scopo i terzi creditori potranno notificare alla Sezione competente i loro eventuali diritti creditori.

Art. 9.

Il granturco selezionato da seme potrà avere un regime speciale rispetto all'obbligo stabilito dall'art. 1 del presente decreto e potrà essere venduto, coll'autorizzazione del Ministro per l'agricoltura e per le foreste, ad un prezzo superiore a quello fissato per il granturco destinato al consumo.

L'autorizzazione predetta sarà concessa su richiesta dei produttori delle sementi selezionate, da inoltrarsi al Ministero per il tramite e con il parere della Sezione competente. Colla autorizzazione, il Ministero preciserà le quantità ammesse alla maggiorazione, e il prezzo al quale esse potranno essere vendute.

Art. 10.

Le Sezioni esclusivamente al fine di procurarsi i mezzi occorrenti per il pagamento del prezzo a favore dei conferenti hanno facoltà di cedere in garanzia a terzi il granturco conferito all'ammasso.

Dette operazioni sono privilegiate sul granturco conferito all'ammasso e sul ricavo finale della vendita del medesimo.

Tale privilegio segue immediatamente il privilegio per i prestiti agrari di conduzione previsto dal comma 1° dell'art. 8 della legge 29 luglio 1927, n. 1509, sull'esercizio del credito agrario.

Se le cambiali rappresentative del credito privilegiato per le anticipazioni di cui all'articolo precedente vengono girate, la girata produce anche il trasferimento del privilegio.

Art. 11.

Sotto la responsabilità personale dei propri amministratori, le Sezioni sono obbligate a versare all'Istituto finanziatore il ricavato delle vendite effettuate, mano mano che esse hanno luogo, ad estinzione parziale o totale della sovvenzione ricevuta.

L'Istituto finanziatore ove abbia ottenuto sovvenzioni da parte dell'Istituto di emissione a fronte di anticipazioni concesse alla Sezione dovrà decurtare e estinguere siffatte sovvenzioni via via che incassa dalla medesima il ricavo delle vendite di granturco effettuate.

Art. 12.

Spetta alle Sezioni di esercitare il controllo continuativo sulle operazioni degli Enti eventualmente incaricati delle operazioni di raccolta e immagazzinamento con particolare riguardo all'esame dei conti. A tal uopo la Sezione potrà avvalersi di un delegato scelto anche fuori del proprio seno.

Le Sezioni riferiranno immediatamente al Ministero della agricoltura e delle foreste, per il tramite del Settore, ogni loro osservazione sulle operazioni.

Esse dovranno inoltre presentare al Ministero per il tramite del Settore, ogni trimestre, una relazione sull'andamento contabile della gestione.

Art. 13.

Al 1° e al 15 di ogni mese le Sezioni comunicheranno al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, i movimenti complessivi di entrata e di uscita di granturco avvenuti nella quindicina, e la rimanenza di granturco alla fine della quindicina.

Art. 14.

Non appena esauriti, con la vendita del granturco, gli ammassi della provincia, e in ogni caso entro il 15 settembre di ogni anno, le Sezioni provvederanno alla formazione di un rendiconto finale.

Tale rendiconto non diverrà esecutivo se non abbia riportata l'approvazione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, previo esame del Settore.

Art. 15.

E' fatto divieto ai molini di macinare granturco non proveniente dagli ammassi, eccezione fatta per le quantità trattenute dai produttori per consumo diretto.

Chiunque sottragga il granturco alle destinazioni stabilite nelle disposizioni del presente decreto, ovvero prenda parte a contrattazioni in difformità delle disposizioni medesime, è punito con la pena dell'ammenda, la quale nei casi più gravi può estendersi fino al valore del granturco a cui si riferisce la contravvenzione, salvo che il fatto non costituisca reato più grave.

I contratti stipulati in difformità delle disposizioni del presente decreto sono nulli di pieno diritto.

Roma, addì 26 agosto 1939-XVII

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
ROSSONI

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRANDI

Il Ministro per le finanze
DI REVEL

Il Ministro per le corporazioni
LANTINI

Il Ministro per gli scambi e le valute
GUARNERI

(4181)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffide per smarrimento di ricevute di titoli del Prestito redimibile 5 %

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 26

E' stato denunziato lo smarrimento delle quietanze n. 603475 (serie 2ª) di L. 300 e n. 425660 (serie 6ª) di L. 284, rilasciate rispettivamente il 23 marzo e 28 agosto 1937 dall'Esattoria del Governatorato di Roma pel pagamento della 1ª e 2 e della 6ª rata della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento, di cui al R. decreto legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Baldoni Amilcare di Federico e Pompei Annunziata di Arcangelo sull'art. 1204/2 del ruolo fabbricati di detta città, con delega a Baldoni Amilcare di Federico per il ritiro dei titoli definitivi del Prestito.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione

del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria provinciale di Roma l'attestazione che terrà le veci delle quietanze smarrite, agli effetti della consegna, a chi di diritto, dei titoli predetti.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 27.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza serie 2ª n. 221227 di L. 350,05 emessa il 25 maggio 1937 dall'Esattoria comunale di Veroli per versamento della 1ª a 3ª rata della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Cretaro Vincenzo fu Pietro per 14/28 e Cretaro Achille, Enrico, Giuseppe e Benedetto per 11/28 e Angelina, Maria e Giuseppina per 3/28 fu Luigi propr. e Leo Filomena fu Sante usufr. 1/4 secondo l'art. 229 del ruolo terreni di detto comune, con delega a Cretaro Vincenzo fu Pietro e Cretaro Achille fu Luigi, per il ritiro dei titoli definitivi del prestito.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria provinciale di Frosinone l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna a chi di diritto dei titoli suddetti.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 28.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 396031 serie 4ª di L. 266,65, rilasciata dall'Esattoria consorziale di Noceto (Parma) pel pagamento della 6ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento, di cui al R decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Pesci Maria-Rosa di Francesco secondo l'art. 389 del ruolo terreni del comune di Medesano, con delega al ritiro dei titoli definitivi a Maini Arturo di Beniamino.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Parma l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Maini Arturo delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 29.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 144107 serie 6ª di L. 83 rilasciata il 13 dicembre 1937 dall'Esattoria comunale di Giano dell'Umbria per pagamento della 5ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Capaldini Primo fu Alessandro secondo l'art. 26 del ruolo terreni di detto comune con delega al ritiro dei titoli definitivi a Capaldini Primo.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia Tesoreria di Perugia l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Capaldini Primo delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 30.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 080960 serie 9ª di L. 50 rilasciata il 20 agosto 1938 dall'Esattoria comunale di Foligno per pagamento della 1ª rata della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Fancelli Antonio fu Domenico secondo l'art. 88 del ruolo terreni di detto comune con delega pel ritiro dei titoli definitivi a Fancelli Angelo di Antonio.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria provinciale di Perugia l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita, agli effetti della consegna, a chi di diritto dei titoli suddetti.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 31.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 690244 di L. 700 rilasciata il 30 marzo 1937, dall'Esattoria comunale di Felizzano (Alessandria) per pagamento in unica soluzione della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Azzone Bartolomeo di Stefano secondo l'art. 27 del ruolo terreni di detto comune con delega al ritiro dei titoli definitivi a Azzone Bartolomeo di Stefano.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciato alla Sezione di Regia tesoreria provinciale di Alessandria, l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna a chi di diritto dei titoli suddetti.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 32.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 961470 serie 7ª di L. 100 rilasciata il 4 febbraio 1939 dall'Esattoria comunale di Varese per pagamento della 1ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Bartieri Clelia in Gaggero, secondo l'art. 58 del ruolo fabbricati del detto Comune, con delega a Bartieri Clelia in Gaggero.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Varese l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a chi di diritto.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 33.

E' stato denunziato lo smarrimento delle quietanze serie 5ª numero 367493 di L. 33,50 e n. 367494 di L. 66,75 rilasciate il 17 marzo 1938 dall'Esattoria comunale di Cagliari per pagamento della 1ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Argiolas Zuddas Angelo fu Giuseppe rispettivamente secondo gli articoli n. 2 e 4 del ruolo terreni di detto Comune; con delega al ritiro dei titoli al suddetto Angiolas Zuddas Angelo fu Giuseppe.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Cagliari l'attestazione che terrà le veci delle quietanze smarrite agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Angiolas Zuddas Angelo fu Giuseppe delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 34.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza di 2ª serie n. 742601 di L. 600 rilasciata il 15 agosto 1938 dall'Esattoria comunale di Olivadi (Catanzaro) per pagamento in unica soluzione della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Mellace Vincenzina fu Luigi secondo l'art. 33 del ruolo terreni di detto Comune, con delega al ritiro dei titoli definitivi a Lombardi Alfredo fu Francesco Saverio.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciato alla Sezione di Regia tesoreria di Catanzaro l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Lombardi Alfredo fu Francesco Saverio delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 35.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza di 2ª serie n. 155258 di L. 100, rilasciata il 31 marzo 1937 dall'Esattoria comunale di Campi Bisenzio (Firenze) pel pagamento della prima rata della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Cocchi Elia fu Lorenzo secondo l'art. 167 del ruolo fabbricati di detto Comune, con delega allo stesso Cocchi Elia fu Lorenzo per il ritiro dei titoli definitivi del Prestito.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria provinciale di Firenze, l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita, agli effetti della consegna, a chi di diritto, dei titoli predetti.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 36.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 264622 di L. 85 rilasciata il 13 agosto 1938 dall'Esattoria comunale di Mogliano Veneto (Treviso) per pagamento della 1ª rata della quota di sottoscrizione al Prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Pelosio Federico fu Antonio secondo l'art. 7 straord. del ruolo fabbricati del comune di Preganziol (Treviso) con delega al ritiro dei titoli a Pelosio Federico fu Antonio.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Treviso l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Pelosio Federico fu Antonio delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 37.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza serie 1, numero 859146 dell'importo di L. 150, rilasciata il 30 aprile 1937 dall'Esattoria comunale di Chiaromonte per versamento della 2ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n 1743, dovuta dalla ditta Giocoli G. Batta fu Francesco propr. e Continanza Rosa fu Salvatore usufr. per l'art. 9 fabbricati del comune di S. Arcangelo, con delega per il ritiro dei titoli definitivi del prestito a Giocoli G. Battista fu Francesco.

Ai termini e per gli effetti dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che trascorsi sei mesi dalla prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà trasmessa alla Sezione di Regia tesoreria di Potenza l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli del Prestito.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 37-II.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza serie 1ª numero 859145 dell'importo di L. 166,65 rilasciata il 30 aprile 1937 dalla Esattoria di Chiaromonte per versamento della 2ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Giocoli Giovanni Battista fu Francesco propr. e Continanza Rosa fu Salvatore, usufr. per l'art. 56 terreni comune di S. Arcangelo, con delega per il ritiro dei titoli definitivi del prestito a Giocoli Giov. Battista fu Francesco.

Ai termini e per gli effetti dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937-XVI, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà trasmessa alla Sezione di Regia tesoreria di Potenza l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli del Prestito.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 38.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza serie 2ª numero 067393, 067440 e serie 3ª n. 931518 di L. 83,50 la prima, 83,30 la seconda e 83,30 la terza, rilasciato rispettivamente il 31 marzo 1937, 26 aprile 1937 e 30 giugno 1937 dall'Esattoria comunale di Bonea (Benevento) per pagamento della 1ª, 2ª e 3, rata della quota di sottoscrizione al prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Iodice Giuseppe fu Angelo, secondo l'art. n. 66 del ruolo terreni di detto Comune con delega al ritiro dei titoli definitivi allo stesso Iodice Giuseppe fu Angelo.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Benevento l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a chi di diritto.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

1ª *pubblicazione*). Avviso n. 39.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza serie 4ª numero 239090 dell'importo di L. 83,35 rilasciata il 13 agosto 1938 dall'Esattoria di Molinara, pel versamento della 4ª rata di sottoscrizione al Prestito redimibile immobiliare di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Callisto Nascenzo fu Vincenzo per l'art. 6 terreni Molinara, con delega per il ritiro dei titoli definitivi del prestito a Callisto Donato di Nascenzo.

Ai termini e per gli effetti dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937-XVI, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà trasmessa alla Sezione di Regia tesoreria di Benevento l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli del prestito.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 40.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 642064 di L. 233 rilasciata il 19 agosto 1937 dall'Esattoria comunale di S. Leo (Pesaro) per pagamento della 4ª rata di sottoscrizione al prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, numero 1743, dovuta dalla ditta Perazzoni Arnaldo e Ferruccio secondo l'art. 224 del ruolo terreni e 42 del ruolo fabbricati di detto Comune con delega pel ritiro dei titoli definitivi a Perazzoni Ferruccio di Bologna.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Pesaro l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Ferruccio Perazzoni delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 40-II.

E' stato denunziato lo smarrimento della quietanza n. 642063 di L. 100 rilasciata il 19 agosto 1937 dall'Esattoria comunale di S. Leo (Pesaro), per pagamento della 4ª rata della quota di sottoscrizione al prestito redimibile 5 per cento di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, dovuta dalla ditta Madonna Caterina fu Giulio secondo l'art. 160 del ruolo terreni di detto Comune con delega pel ritiro dei titoli definitivi a Perazzoni Ferruccio di Bologna.

A norma dell'art. 19 del R. decreto 20 novembre 1937, n. 1903, si fa noto che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, verrà rilasciata alla Sezione di Regia tesoreria di Pesaro, l'attestazione che terrà le veci della quietanza smarrita agli effetti della consegna dei titoli suddetti a Ferruccio Perazzoni delegato nella quietanza di saldo.

Roma, addì 4 settembre 1939-XVII

Il direttore generale: POTENZA

(4014)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 187

Media dei cambi e dei titoli

del 14 settembre 1939-XVII

Stati Uniti America (Dollaro)	19,12
Inghilterra (Sterlina)	76,85
Francia (Franco)	44 —
Svizzera (Franco)	434,75
Argentina (Peso carta)	4,53
Belgio (Belga)	3,283
Canadà (Dollaro)	17,85
Danimarca (Corona) (Clearing)	3,69
Germania (Reichsmark)	—
Norvegia (Corona)	4,3355
Olanda (Fiorino)	10,2025
Portogallo (Scudo)	0,7029
Svezia (Corona)	4,5655
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	22,85
Cecoslovacchia (Corona)	65,70
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	4,5977
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,23
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,5236
Polonia (Zloty)	360 —
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	14,92
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Svizzera (Franco) (Cambio di Clearing)	439,56
Rendita 3,50 % (1906)	71,675
Id. 3,50 % (1902)	70,125
Id. 3,00 % Lordo	50,025
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	66,525
Id. Id. 5 % (1936)	91,475
Rendita 5 % (1935)	90,20
Obbligazioni Venezie 3,50 %	90,525
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	98,45
Id. id. 5 % - Id. 1941	99,55
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	89,475
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	89,40
Id. id. 5 % - Id. 1944	94,80

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Proroga delle funzioni del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Bordolano (Cremona).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636.

Veduto il decreto del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Presidente del Comitato dei Ministri, in data 18 agosto 1938-XVI con il quale veniva disposto lo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Bordolano, con sede nel comune di Bordolano (Cremona);

Veduto il proprio provvedimento in data 18 agosto 1938-XVI, con il quale venivano nominati il commissario straordinario ed i membri del Comitato di sorveglianza per l'amministrazione della suindicata azienda;

Considerata la necessità di prorogare la straordinaria amministrazione della Cassa rurale predetta;

Dispone:

Le funzioni del commissario straordinario e del Comitato di sorveglianza nominati presso la Cassa rurale ed artigiana di Bordolano, con sede nel comune di Bordolano (Cremona), sono prorogate, ai sensi e per gli effetti di cui al titolo VII, capo II, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636, fino al giorno 18 novembre 1939-XVIII.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 14 settembre 1939-XVII

V. AZZOLINI

(4137)

Proroga delle funzioni del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana degli agricoltori di Castelbuono (Palermo).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636;

Veduto il decreto del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Presidente del Comitato dei Ministri, in data 9 settembre 1938-XVI, con il quale veniva disposto lo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana degli agricoltori di Castelbuono, con sede nel comune di Castelbuono (Palermo);

Veduto il proprio provvedimento in data 9 settembre 1938-XVI, con il quale venivano nominati il commissario straordinario ed i membri del Comitato di sorveglianza per l'amministrazione della suindicata azienda;

Considerata la necessità di prorogare la straordinaria amministrazione della Cassa rurale predetta;

Dispone:

Le funzioni del commissario straordinario e del Comitato di sorveglianza nominati presso la Cassa rurale ed artigiana degli agricoltori di Castelbuono, con sede nel comune di Castelbuono (Palermo), sono prorogate, ai sensi e per gli effetti di cui al titolo VII, capo II, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636, fino al giorno 9 marzo 1940-XVIII.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 14 settembre 1939-XVII

V. AZZOLINI

(4136)

Sostituzione di un membro del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Pieve Porto Morone, in liquidazione, con sede nel comune di Pieve Porto Morone (Pavia).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;
Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636;
Veduto il decreto del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Presidente del Comitato dei Ministri, in data 8 giugno 1938-XVI, con il quale si è provveduto alla revoca dell'autorizzazione all'esercizio del credito ed alla messa in liquidazione della Cassa rurale ed artigiana di Pieve Porto Morone, con sede nel comune di Pieve Porto Morone (Pavia), secondo le norme di cui al capo VIII del citato testo unico ed al titolo VII, capo III, del predetto R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;
Veduto il proprio provvedimento in data 8 giugno 1938-XVI col quale si è nominato il sig. Cirillo Canepari membro del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale suindicata;
Considerato che il predetto sig. Canepari ha rassegnato le dimissioni dall'incarico e che occorre pertanto provvedere alla sua sostituzione;

Dispone:

Il geom. Dante Marinetti di Flaminio è nominato membro del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Pieve Porto Morone, in liquidazione, avente sede nel comune di Pieve Porto Morone (Pavia), con i poteri e le attribuzioni contemplati dal capo VIII del testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, numero 1706, e dal titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636, in sostituzione del sig. Cirillo Canepari.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 14 settembre 1939-XVII

(4135) V. AZZOLINI

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Cornaiano e Colterenzio, con sede in Cornaiano, frazione del comune di Appiano (Bolzano).

Nella seduta tenuta il 24 agosto 1939-XVII dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Cornaiano e Colterenzio, con sede in Cornaiano, frazione del comune di Appiano (Bolzano), il sig. Alfonso Oberacher fu Giuseppe è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 58 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636.

(4138)

CONCORSI

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria generale del concorso a 25 posti di alunno di ragioneria in prova nel ruolo degli ufficiali di ragioneria delle Intendenze di finanza.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato;
Visto l'art. 13 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, modificato dall'art. 8 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706;
Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, col quale sono state estese le provvidenze emanate a favore degli ex combattenti della guerra 1915-18 a coloro che parteciparono alle operazioni militari in Africa Orientale;
Visti gli articoli 11 e 12 del R. decreto-legge 4 febbraio 1937, n. 100, recante disposizioni sul trattamento del personale non di ruolo in servizio presso le Amministrazioni dello Stato;
Visto l'art. 24 del R. decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, recante provvedimenti per l'incremento demografico della Nazione;
Visto il decreto Ministeriale 29 ottobre 1938, registrato alla Corte dei conti il 14 novembre successivo, registro n. 15, foglio n. 215, con il quale fu indetto un concorso per esami a 25 posti di alunno di ragioneria in prova delle Intendenze di finanza;
Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice nominata con decreto Ministeriale 23 febbraio 1939;
Visti gli atti della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la graduatoria seguente, formata dalla Commissione esaminatrice in seguito al risultato del concorso a 25 posti di alunno di ragioneria in prova nel ruolo degli ufficiali di ragioneria delle Intendenze di finanza (gruppo C) indetto con decreto Ministeriale 29 ottobre 1938:

N. d'ord.	COGNOME E NOME	Media prove scritte	Prova orale	Totale
1	De Felice Felicissimo	8,940	8,900	17,840
2	Di Falco Giuseppe, avventizio dal 4 maggio 1928	8,995	8,740	17,735
3	Caporiccio Luigi	8,750	8,600	17,350
4	De Felice Mario	8,485	8,800	17,285
5	Barolo Ugo	7,480	9,710	17,190
6	Vallarelli Gioacchino	7,690	9,350	17,040
7	Onofri Guglielmo, avventizio dal 20 maggio 1931, ammogliato con 3 figli	7,955	9,000	16,955
8	Di Leo Ruggero	7,330	9,550	16,880
9	Cauceglia Antonino, ex combattente A.O.I., ammogliato con 2 figli	8,545	8,240	16,785
10	Dambone Giuseppe	7,625	9,060	16,685
11	Garibbo Giulio	7,915	8,760	16,675
12	Di Bella Francesco-Paolo, ex combattente A.O.I., orfano di guerra	7,590	9,050	16,640
13	Vallaro Antonio	7,665	8,930	16,595
14	Buonocore Attilio	7,850	8,700	16,550
15	Mignosi Salvatore	7,155	9,260	16,415
16	Scollo Vito-Paolo	8,365	8,000	16,365
17	Marchione Ernesto	7,545	8,800	16,345
18	Lupi Mario	8,125	8,190	16,315
19	Mignosi Francesco	7,430	8,800	16,230
20	Rao Alfonso	7,200	8,930	16,130
21	Trivisone Alfonso	8,075	8,000	16,075
22	Gerardis Ettore	7,415	8,640	16,055
23	Naddei Gino	7,750	8,300	16,050
24	Di Gioia Giorgio	7,540	8,300	15,840
25	Mascia Gaetano	7,885	7,900	15,785
26	Costantini Claudio	7,605	8,100	15,705
27	Moroni Paolo, avventizio dal 1° agosto 1937, ammogliato	8,340	7,360	15,700
28	Giardina Pietro	8,120	7,550	15,670
29	Costarelli Francesco, orfano di guerra	7,835	7,800	15,635
30	Gangemi Emanuele	7,880	7,750	15,630
31	Zecchetti Renzo, avventizio dall'11 marzo 1925, ammogliato con 2 figli	7,830	7,770	15,600
32	Comparin Enrico, avventizio dal 1° aprile 1936	7,520	8,040	15,560
33	Veneziano Adelino	7,465	8,080	15,545
34	Perfetto Tommaso, avventizio dal 1° maggio 1927, ammogliato con 4 figli	7,905	7,600	15,505
35	Perdicaro Scipione, ex combattente A.O.I., ammogliato	7,475	7,910	15,385
36	Anecchino Pasquale, ammogliato con un figlio	7,560	7,720	15,280
37	Pepe Guglielmo	7,325	7,900	15,225
38	Barbagallo Emilio	7,680	7,500	15,180
39	Fazzio Luigi, ammogliato	7,790	7,350	15,140
40	Golia Carlo	7,845	7,280	15,125
41	Ferraris Carlo	7,610	7,500	15,110
42	Decarlo Nicola	7,160	7,850	15,010
43	Gioia Giuseppe, ammogliato con un figlio	7,095	7,850	14,945

N. d'ord.	COGNOME E NOME	Media prove scritte	Prova orale	Totale
44	Niggi Renato	7,795	6,930	14,725
45	Ingoglia Paolo	7,075	7,600	14,675
46	Ligresti Rosario, avventizio dal 28 marzo 1930	7,660	6,830	14,490
47	Clementi Antonio	7,360	7,100	14,460
48	Peradotto Bernardo, avventizio dal 1° maggio 1928, ammogliato	7,685	6,500	14,185
49	Acquafredda Vitantonio	7,125	7,040	14,165
50	Tirone Nunzio	7,640	6,300	13,940
51	Amore Armando	7,745	6,000	13,745
52	Scetta Luigi	7,250	6,200	13,450
53	Sacchetto Attilio	7,355	6,000	13,355

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine appresso indicato:

1. De Felice Felicissimo.
2. Di Falco Giuseppe, avventizio dal 4 maggio 1928.
3. Caporiccio Luigi.
4. De Felice Mario.
5. Barolo Ugo.
6. Vallarelli Gioacchino.
7. Onofri Guglielmo, avventizio dal 20 maggio 1931, ammogliato con 3 figli.
8. Di Leo Ruggero.
9. Cauceglia Antonino, ex combattente A.O.I., ammogliato con 2 figli.
10. Dambone Giuseppe.
11. Garibbo Giulio.
12. Di Bella Francesco-Paolo, ex combattente A.O.I., orfano di guerra.
13. Vallaro Antonio.
14. Buonocore Attilio.
15. Mignosi Salvatore.
16. Moroni Paolo, avventizio dal 1° agosto 1937, ammogliato.
17. Costarelli Francesco, orfano di guerra.
18. Zecchetti Renzo, avventizio dall'11 marzo 1925, ammogliato con 2 figli.
19. Perfetto Tommaso, avventizio dal 1° maggio 1927, ammogliato con 4 figli.
20. Perdicaro Scipione, ex combattente A.O.I., ammogliato.
21. Anecchino Pasquale, ammogliato con 1 figlio.
22. Fazzio Luigi, ammogliato.
23. Gioia Giuseppe, ammogliato con un figlio.
24. Ligresti Rosario, avventizio dal 28 marzo 1930.
25. Peradotto Bernardo, avventizio dal 1° maggio 1928, ammogliato.

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nell'ordine appresso indicato:

1. Scollo Vito-Paolo.
2. Marchione Ernesto.
3. Lupi Mario.
4. Mignosi Francesco.
5. Rao Alfonso.
6. Trivisone Alfonso.
7. Gerardis Ettore.
8. Naddei Gino.
9. Di Gioia Giorgio.
10. Mascia Gaetano.
11. Costantini Claudio.
12. Giardina Pietro.
13. Gangemi Emanuele.
14. Comparin Enrico.
15. Veneziano Adelino.
16. Pepe Guglielmo.
17. Barbagallo Emilio.
18. Golia Carlo.
19. Ferraris Carlo.
20. Decarlo Nicola.
21. Niggi Renato.
22. Ingoglia Paolo.
23. Clementi Antonio.
24. Acquafredda Vitantonio.
25. Tirone Nunzio.
26. Amore Armando.
27. Scetta Luigi.
28. Sacchetto Attilio.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1939-XVII

Il Ministro: Di Revel

(4158)

REGIA PREFETTURA DI PALERMO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PALERMO

Visto il bando di concorso, per esami e per titoli, pubblicato da questa Prefettura in data 30 dicembre 1937 per i posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia alla data del 30 novembre 1937, nel consorzio di Chiusa Sclafani, Giuliana del comune di S. Mauro Castelverde;

Visti le successive determinazioni con le quali furono prorogati i termini per la presentazione delle domande di ammissione;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso stesso, celebratosi a Roma presso il Ministero dell'interno, Direzione generale della sanità pubblica;

Veduta la graduatoria dei concorrenti formata dalla Commissione stessa;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei ai posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia di Palermo al 30 novembre 1937:

1) Dott. Campisi Melchiorre di Antonino . . voti 47
2) Dott. Belvisi G. Battista di Pietro . . . » 44,06
3) Dott. Penna Giovanni di Benedetto . . . » 43,56
4) Dott. Mucaria Michele di Sebastiano . . . » 41
5) Dott. Di Giorgio Francesco fu Giuseppe . . » 40,25
6) Dott. Gagliardo Filippo fu Antonino . . . » 39,81
7) Dott Sorce Giovanni di Pietro . . . . » 39,03
8) Dott. Duca Santo di Salvatore . . . . » 36
9) Dott. Castiglia Giovanni di Antonino . . » 35,87
10) Dott. Di Maria Stefano fu Salvatore. . . . » 35

Il presente decreto sarà inserto e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della prefettura di Palermo e, per otto giorni, nell'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati ai sensi dell'art. 23 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281 citato.

Palermo, addì 19 agosto 1939-XVII

Il prefetto: Cavalieri

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PALERMO

Visto il bando di concorso, per esami e per titoli, pubblicato da questa Prefettura in data 30 dicembre 1937 per i posti di veterinario condotto, vacanti nella Provincia alla data 30 novembre 1937, nel Consorzio di Chiusa Sclafani e nel comune di S. Mauro Castelverde;

Viste le successive determinazioni con le quali furono prorogati i termini per la presentazione delle domande di ammissione;

Visto il proprio decreto 19 agosto 1939 col quale è stata approvata la graduatoria di merito dei concorrenti ai posti di cui sopra è cenno;

Viste le istanze dei concorrenti con la indicazione delle sedi elencate per ordine di preferenza;

Visti gli articoli 23, 24 e 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sotto elencati concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso sopracennato, ciascuno del posto a fianco indicato:

1) Dott. Campisi Melchiorre di Antonino - Chiusa Sclafani - Giuliana.

2) Dott. Belvisi Giov. Battista di Pietro - S. Mauro Castelverde.

Il presente decreto sarà inserto e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura di Palermo e in quello dei Comuni interessati, ai sensi dell'art. 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281 citato.

Palermo, addì 20 agosto 1939-XVII

Il prefetto: Cavalieri

(4052)

REGIA PREFETTURA DI APUANIA

Graduatoria del concorso a posti di medico condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI APUANIA

Visto il proprio decreto pari numero e data che approva la graduatoria dei concorrenti al posto di medico condotto di Zeri messo a concorso in data 30 dicembre 1937;
Visto l'art. 55 del regolamento R. decreto 11 marzo 1935, n. 281, e 69 del testo unico leggi sanitarie;

Decreta:

Il dott. Michele Zampetti unico concorrente al posto di medico condotto del comune di Zeri è dichiarato vincitore del posto stesso.

Il Prefetto

(4050)

REGIA PREFETTURA DI NUORO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto

Con decreto n. 15948/20477, in data 23 agosto 1939-XVII, il prefetto di Nuoro ha approvata la graduatoria degli idonei nel concorso per veterinari condotti, bandito il 28 dicembre 1938-XVII:

1) Dott. Roberto Rastelli
2) Dott. Antonio Illarietti
3) Dott. Francesco Lugari
4) Dott. Ignazio Cosseddu;
5) Dott. Antonio Pinna
6) Dott. Antonio Moreschi
7) Dott. Dino Mameli
8) Dott. Orlando Cannas

Con decreto di pari data e numero sono stati dichiarati i vincitori delle singole condotte messe a concorso, come appresso elencati:

1) Dott. Roberto Rastelli, residente a Dorgali - condotta consorziale di Seui;
2) Dott. Antonio Illarietti, residente a S. Donato di Monza (Milano) - condotta consorziale di Lanusei.

(4048)

REGIA PREFETTURA DI VITERBO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VITERBO

Visto il telegramma 22 agosto 1939-XVII, con il quale il podestà di Celleno comunica che l'ostetrica Fattoretti Carmela, designata, con decreto n. 13224 del 3 agosto corrente, per la nomina ad ostetrica condotta nel Comune suddetto, ha rinunziato al posto di titolare della condotta ostetrica;
Considerato:
a) che si rende necessario provvedere alla designazione di altra candidata per detta sede, secondo l'ordine della graduatoria approvata con decreto n. 3342 del 20 febbraio 1939-XVII, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 9 marzo successivo n. 57 a pagina 1212, e tenuto conto della designazione di sede fatta dalla concorrente nella domanda;
b) che conseguentemente occorre variare la designazione per la sede risultata ora vacante;
Interpellata, a norma dell'art. 26 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281, la interessata;
Visti gli articoli 23, 26, 55 e 56 del regolamento sui concorsi sanitari approvato con Regio decreto su ripetuto;

Decreta.

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 13224 del 3 agosto 1939-XVII, la seguente candidata, risultata idonea, è designata per la nomina nella sede a fianco di essa indicata:

Lotti Rina - Celleno (prima condotta).

Il podestà del Comune interessato è incaricato della esecuzione del presente decreto ai sensi di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'Albo della Prefettura di Viterbo e del Comune interessato.

Viterbo, addì 27 agosto 1939-XVII

Il prefetto: RAPISARDA.

(4049)

REGIA PREFETTURA DI TRENTO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TRENTO

Visto il proprio decreto 29 dicembre 1939, n. 47308-III-a con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami ai posti di medico condotto nei comuni di Molina di Ledro, Primiero, Roncegno e Terragnolo, vacanti al 30 novembre 1937;
Vista la graduatoria dei concorrenti, stabilita dalla Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto Ministeriale 25 ottobre 1938-XVI modificato con successivo decreto Ministeriale 1° dicembre 1938;
Visti gli articoli 23 e 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281, e l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' approvata ad ogni effetto di legge la graduatoria dei concorrenti ai suaccennati posti vacanti di medico condotto, nell'ordine sotto indicato:

1. Case dott. Giovanni . . . . . . voti 60,47/100
2. De Zanche dott. Vincenzo . . . . . » 56,68/100
3. Lorenzi dott. Cornelio . . . . . . » 52,72/100
4. Benedet dott. Angelo . . . . . . » 51,81/100
5. Gentile dott. Gerardo . . . . . . » 51,06/100
6. Pisoni dott. Galeazzo . . . . . . » 50,90/100
7. Nanni dott. Giannetto . . . . . . » 50,79/100
8. Martini dott. Giuseppe . . . . . . » 49,61/100
9. Reich dott. Mario . . . . . . » 49,27/100
10. Gioseffi dott. Mariano. . . . . . . » 47,43/100
11. Facchini dott. Giovanni . . . . . . » 47,38/100
12. Conti dott. Felice . . . . » 46,95/100
13. Ferraro dott. Carlo . . . . » 46,11/100
14. Messina dott. Bonaventura . . . . . » 44,97/100
15. Gregori dott. Arturo . . . . . . » 44,79/100
16. Tappainer dott. Giacomo . . . . . . » 44,59/100
17. Boschetti dott. Giuseppe . . . . . » 43,68/100
18. Trentini dott. Mario . . . . . . » 36,93/100

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio annunzi legali della Provincia e per otto giorni consecutivi all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni suindicati.

Trento, addì 3 settembre 1939-XVII

Il prefetto: FOSCHI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TRENTO

Visto il proprio decreto di pari data e numero, con il quale si approva la graduatoria dei concorrenti ai posti di medico condotto di Molina di Ledro, Primiero, Roncegno e Terragnolo, vacanti al 30 novembre 1937;
Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e gli articoli 23 e 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Sono dichiarati vincitori del concorso ai suindicati posti i seguenti concorrenti che sono designati per la nomina nelle condotte a fianco indicate:

Case dott. Giovanni - Primiero;
Lorenzi dott. Cornelio - Roncegno;
Benedet dott. Angelo - Molina di Ledro;
Gentile dott. Gerardo - Terragnolo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio annunzi legali della Provincia e per otto giorni consecutivi all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni suindicati.

Trento, addì 3 settembre 1939-XVII

Il prefetto: FOSCHI

(4053)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.